

Conseil**C/53/INF/4****Cinquante-troisième session ordinaire
Genève, 1^{er} novembre 2019****Original:** English/deutsch/español
Date: 17 octobre 2019

**RAPPORTS DES REPRÉSENTANTS DES MEMBRES ET DES OBSERVATEURS SUR LA SITUATION
DANS LES DOMAINES LÉGISLATIF, ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE***Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Selon la procédure introduite à l'occasion de la vingt-sixième session ordinaire du Conseil, il est demandé que les rapports des représentants des membres et des observateurs sur la situation dans les domaines législatif, administratif et technique de la protection des obtentions végétales et des domaines connexes soient fournis par écrit à l'avance, afin d'accroître l'efficacité du Conseil dans l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées.
2. Des rapports écrits ont été sollicités par le Bureau de l'Union dans la circulaire d'invitation à la présente session et un modèle type a été proposé. Les rapports suivants ont été soumis (dans l'ordre alphabétique des noms en français):

Membres : annexes I à XVI : Afrique du Sud, Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Espagne, Hongrie, Israël, Kenya, Lituanie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Serbie et Union européenne
3. Les rapports reçus après le 10 septembre 2019 seront inclus dans un additif à ce document, qui sera publié après la session du Conseil.

[Les annexes suivent]

AFRIQUE DU SUD

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

- Adaptation à l'Acte de 1991 de la Convention

L'Afrique du Sud a accueilli un atelier sur l'adhésion à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV en octobre 2018 pour connaître l'avis des parties prenantes concernées sur l'approbation par l'Afrique du Sud de l'Acte de 1991 de la Convention. La procédure n'est pas encore terminée.

- Autres modifications, y compris pour les taxes

1.1.1 Les taxes relatives aux droits d'obtenteur pour l'exercice 2019-2020 se terminant le 31 mars 2020 ont été publiées dans le n° 42230 du Journal officiel de l'Afrique du Sud du 15 février 2019.

1.1.2 La loi n° 12 de 2018 sur la protection des obtentions végétales a été publiée dans le n° 42347 du Journal officiel de l'Afrique du Sud du 29 mars 2019. Le législateur travaille actuellement à l'élaboration du règlement d'application pour donner effet à la loi.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue)

Selon le tableau 1 de la loi n° 15 de 1976 sur la protection des obtentions végétales, les six genres et espèces supplémentaires suivants ont été déclarés :

- *Akebia* Decne (toutes les espèces)
- *Cenchrus* L. (toutes les espèces)
- *Eleusine* Gaertn. (toutes les espèces)
- *Fagopyrum* Mill. (toutes les espèces)
- *Lablab* Adans. (toutes les espèces)
- *Plantago* L. (toutes les espèces)

Publiés dans le n° 42010 du Journal officiel du 2 novembre 2018.

1.3 Jurisprudence

Aucun élément nouveau.

2. Coopération en matière d'examen

- Conclusion de nouveaux accords (achevée, en cours ou prévue) :
Aucun élément nouveau.
- Modification des accords en vigueur (achevée, en cours ou prévue)
Aucun élément nouveau.

3. Situation dans le domaine administratif

Sans changement.

4. Situation dans le domaine technique

Les centres d'évaluation sont chargés des examens biologiques (examens DHS).

En 2018, 242 demandes de droit d'obteneur ont été reçues, dont 53% [129] concernaient des plantes agricoles, 6% [14] des plantes ornementales, 30% [72] des plantes fruitières et 11% [27] des plantes potagères.

En décembre 2018, 3042 variétés au TOTAL, dont 24% [740] de plantes ornementales, 39% [1194] de plantes agricoles, 29% [847] de plantes fruitières et 8% [261] de plantes potagères bénéficiaient d'un droit d'obteneur valide en Afrique du Sud.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
Réunion NUMPRO [Nuclear Material Producers]	21 mai 2019	Pretoria (Afrique du Sud)	Service de certification des pommes de terre	Droit d'obteneur sur les variétés de pommes de terre	Secteur de la pomme de terre en Afrique du Sud 60 participants
Journée mondiale de la propriété intellectuelle	29 avril 2019	Thohoyandou (Afrique du Sud)	Université du Venda	Promotion de la recherche et de l'innovation	Chercheurs, étudiants de troisième cycle, bureaux de transfert de technologie, services publics concernés (environ une centaine de participants)

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

Aucun élément nouveau.

[L'annexe II suit]

ALLEMAGNE

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif : Aucun élément nouveau.
2. Coopération en matière d'examen : Aucun élément nouveau.
3. Situation dans le domaine administratif : Aucun élément nouveau.
4. Situation dans le domaine technique : Aucun élément nouveau.
5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Dans le cadre du Forum mondial sur l'alimentation et l'agriculture qui s'est tenu à Berlin en janvier 2019, un premier contact a été pris avec des représentants du Ministère de l'agriculture et de l'Office des variétés végétales de l'Ouzbékistan. Des représentants de l'Office des variétés végétales de l'Ouzbékistan se sont rendus à l'Office fédéral des variétés végétales, dont des représentants se sont ensuite rendus à Tachkent (Ouzbékistan). La réunion en Allemagne a été l'occasion de fournir aux représentants de l'Ouzbékistan des explications théoriques et pratiques sur les tâches relatives à l'examen des variétés. Lors de la visite à Tachkent, une lettre d'intention a été signée en vue de renforcer la coopération technique entre les deux offices des variétés végétales. Des ateliers sur les aspects techniques de l'examen des variétés sont prévus pour l'année prochaine.

Dans le cadre d'un échange bilatéral entre les Pays-Bas et la République islamique d'Iran, l'Office fédéral des variétés végétales a participé, notamment en faisant part de son savoir-faire, à un atelier technique sur les cultivars agricoles (en particulier les céréales) qui s'est tenu à Téhéran.

Au cours de la visite d'une délégation représentant plusieurs institutions en Éthiopie (Office des variétés végétales, Ministère de l'agriculture, instituts de recherche), une lettre d'intention a été signée en vue de renforcer la coopération entre l'Office éthiopien des variétés végétales et l'Office fédéral des variétés végétales. La délégation a également obtenu des explications sur les principales tâches de l'Office fédéral des variétés végétales dans le domaine de l'enregistrement, de l'examen et de l'évaluation de la valeur en termes de culture et d'utilisation. Au cours des prochains mois, les thèmes devraient être finalisés en vue d'un échange technique entre l'Allemagne et l'Éthiopie sur les questions relatives aux variétés végétales, qui doit avoir lieu l'année prochaine.

Les 5 et 6 novembre 2018, à Oulan-Bator (Mongolie), le Bureau de l'UPOV a participé à des réunions avec le groupe de travail chargé de rédiger la loi sur les variétés végétales et les semences, organisées par le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère de la Mongolie (MOFALI), avec l'assistance financière du projet de coopération germano-mongol pour une agriculture durable (DMKNL). Le but de ces réunions était d'aider la Mongolie dans la rédaction de sa législation et dans la procédure pour devenir membre de l'UPOV. Lors de réunions séparées, des discussions ont eu lieu avec des experts afin d'identifier des partenaires potentiels pour la coopération technique.

Le projet de coopération entre l'Inde et l'Allemagne du Ministère fédéral de l'Agriculture a été prolongé de trois ans (de juillet 2019 à juin 2022). La troisième et dernière phase aura pour but de consolider le projet. Au cours de la période précédente, il y a eu un échange technique avec des experts internationaux à New Delhi (Inde) sur l'utilisation de marqueurs moléculaires pour l'examen des variétés végétales. L'Office fédéral des variétés végétales a également organisé un échange de vues sur des questions informatiques, en particulier la collecte électronique de données et l'évaluation et la gestion des données.

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

Aucun élément nouveau.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

En Bosnie-Herzégovine, il n'existe pas de dispositions d'application de la loi sur la protection des obtentions végétales en Bosnie-Herzégovine ("Journal officiel", n^{os} 14/10 et 32/13). Les dispositions juridiques figurent dans les procédures juridiques officielles.

Nous disposons désormais d'une liste nationale des variétés de plantes agricoles.

Les nouvelles variétés sont enregistrées sur la base des examens DHS et des solutions d'enregistrement des pays voisins (Croatie, Serbie, Monténégro et autres).

La Bosnie-Herzégovine n'a pas les conditions requises pour procéder à un examen DHS mais l'Administration de la protection phytosanitaire de Bosnie-Herzégovine exige des rapports DHS pour les nouvelles variétés.

Pour l'adoption des dispositions légales nécessaires, il est nécessaire d'obtenir l'accord des ministères de l'agriculture et du district de Brčko, qui nous manque encore.

Les textes d'application de la procédure légale sont les suivants :

- Manuel de règles pour l'inscription dans les registres de protection des droits d'obtenteur;
- Manuel de règles pour l'utilisation des semences des petits agriculteurs (semences paysannes);
- Manuel de règles sur les coûts des procédures d'enregistrement et de reconnaissance des variétés, de certification des semences et du matériel de plantation, et des procédures relatives à la protection des obtentions végétales.

L'Administration de la protection phytosanitaire de Bosnie-Herzégovine continuera de promouvoir l'adoption de textes d'application et leur publication au Journal officiel.

[L'annexe IV suit]

BRÉSIL

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

Instrução Normativa nº 13, 27 mai 2019, actualisation des taxes relatives à la protection des obtentions végétales.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue)

Extension de la protection pour les espèces suivantes :

Espèces	CODE UPOV
Cenchrus ciliaris; C. pennisetiformis; C. setigerus	CENCH
Digitaria decumbens; D. eriantha; D. milanjana; D. pentzii; D. smutsii; D. swazilandensis; D. valida	DGTRA
Eruca sativa Mill.	ERUCA_SAT
Hylocereus undatus (Haw.) Britton & Rose	HYLOC_UND
Hylocereus costaricensis Britton & Rose	HYLOC_COS
Ilex paraguariensis A. St.-Hil.	ILEXX_PAR
Selenicereus megalanthus (K. Schum. ex Vaupel) Moran e Selenicereus setaceus Rizz.	SELEN

1.3 Jurisprudence

Aucun élément nouveau.

2. Coopération en matière d'examen

Nouvelle coopération comme suit :

Espèces	CODE UPOV	Service fournisseur/ service examinateur**
Mangifera indica	MANGI_IND	AU
Olea europaea L.	OLEAA_EUR	ES
Pyrus communis L. Pyrus communis L. var sativa DC.	PYRUS_COM	FR
Malus domestica Borkh. Malus pumila Mill var. domestica Pyrus malus L.	MALUS_DOM	DE
Malus domestica Borkh. Malus pumila Mill var. domestica Pyrus malus L.	MALUS_DOM	FR
Solanum lycopersicum L. Lycopersicon esculentum Mill.	SOLAN_LYC	JP
Rosa L.	ROSAA	JP
Cymbidium Sw.	CYMBI	JP

3. Situation dans le domaine administratif

Depuis la fin de 2018, le SNPC met pleinement en œuvre la procédure de dépôt électronique des demandes de droit d'obtenteur et le service fonctionne actuellement sans papier.

4. Situation dans le domaine technique

Aucun élément nouveau.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Observations
1. Cours général sur la propriété intellectuelle	5 février – 5 avril 2019	Cours d'enseignement à distance	INPI (Office des brevets et des marques du Brésil) OMPI	Cours général sur la propriété intellectuelle avec un chapitre sur la protection des obtentions végétales	Environ 2000 participants (brésiliens) de domaines divers (étudiants, avocats, mandataires, fonctionnaires, chercheurs, etc.)	Les examinateurs du SNPC (service de protection des obtentions végétales) ont joué le rôle de formateur au cours des débats sur la protection des obtentions végétales
2. Cours général sur la propriété intellectuelle	7 mai – 5 juillet 2019	Cours d'enseignement à distance	INPI (Office des brevets et des marques) OMPI	Cours général sur la propriété intellectuelle avec un chapitre sur la protection des obtentions végétales	Environ 2000 participants (brésiliens) de domaines divers (étudiants, avocats, mandataires, fonctionnaires, chercheurs, etc.)	Les examinateurs du SNPC (service de protection des obtentions végétales) ont joué le rôle de formateur au cours des débats sur la protection des obtentions végétales
3. Cours général sur la propriété intellectuelle	6 août – 4 octobre 2019 (en cours)	Cours d'enseignement à distance	INPI (Office des brevets et des marques) OMPI	Cours général sur la propriété intellectuelle avec un chapitre sur la protection des obtentions végétales	Environ 2000 participants (brésiliens) de domaines divers (étudiants, avocats, mandataires, fonctionnaires, chercheurs, etc.)	Les examinateurs du SNPC (service de protection des obtentions végétales) ont joué le rôle de formateur au cours des débats sur la protection des obtentions végétales
4. Cours général sur la propriété intellectuelle	11–22 mars 2019	Rio de Janeiro/RJ	OMPI – Brésil	Cours d'été sur la propriété intellectuelle OMPI – Brésil	Environ 50 participants (brésiliens) de domaines divers (avocats, mandataires, fonctionnaires, chercheurs, etc.)	Conférence d'un représentant du SNPC (service de protection des obtentions végétales)
5. Cours général sur la propriété intellectuelle	15–26 juillet 2019	Florianópolis/SC	OMPI – Brésil	Cours d'été sur la propriété intellectuelle OMPI – Brésil	Environ 50 participants (brésiliens) de domaines divers (avocats, mandataires, fonctionnaires, chercheurs, etc.)	Conférence d'un représentant du SNPC (service de protection des obtentions végétales)
6. Congrès brésilien de sélection végétale	28–31 juillet 2019	Águas de Lindoia/SP	Société brésilienne de sélection végétale	X ^e Congrès brésilien de sélection végétale – discours sur la protection des obtentions végétales au Brésil	Environ 1000 participants (étudiants, professeurs, scientifiques, chercheurs, etc.)	Discours du représentant du SNPC (service de protection des obtentions végétales)

[L'annexe V suit]

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

La protection des obtentions végétales en Espagne est régie par la loi n° 3/2000 du 7 janvier sur le régime juridique de protection des obtentions végétales, entrée en vigueur le 10 janvier 2000, et par le décret royal n° 1261/2005 du 21 octobre portant approbation du règlement de protection des obtentions végétales, entré en vigueur le 5 novembre 2005 et modifié le 30 juillet 2014. Aucune modification ultérieure de la loi.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces

La législation espagnole autorise la protection des nouvelles variétés de toute espèce.

2. Coopération en matière d'examen

En 2019, aucun nouvel accord n'a été conclu et aucun accord existant n'a été modifié. Malgré l'absence d'accord préalable, l'Espagne a accepté de procéder à l'examen DHS d'une variété de cotonnier pour l'OAPI, de deux variétés de fraisier pour le Royaume-Uni et d'une variété de noyer pour l'Allemagne. En outre, depuis janvier 2019, des demandes d'acquisition de résultats d'examen pour 96 variétés ont été reçues de 17 pays non membres de l'UE.

3. Situation dans le domaine administratif

Un nouveau directeur de l'Office espagnol des variétés végétales, M. José Antonio Sobrino Maté, et une nouvelle directrice du registre des variétés commerciales et protégées, Mme Nuria Urquía Fernández, ont été nommés.

Aucune modification des procédures et systèmes administratifs de l'Office espagnol des variétés végétales (OEVV).

4. Situation dans le domaine technique

Les examens DHS d'espèces agricoles et horticoles pour l'octroi de titres par l'OEVV sont réalisés par l'Institut national de recherche agricole (INIA). Afin de procéder à l'examen DHS d'espèces fruitières, l'OEVV a signé des accords de collaboration avec une dizaine de centres de recherche. Pour la réalisation d'examens DHS d'espèces ornementales, la législation espagnole autorise la coopération avec d'autres services d'examen en dehors du territoire national.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Observations
Journées nationales sur le transfert et l'innovation dans les grandes cultures hivernales, GENVCE	28-29 mai 2019	Vitoria	-MAPA -INIA -NEIKER -Gouvernement basque -Secteur privé	Promotion de nouvelles cultures, protection nécessaire pour promouvoir le transfert de technologie.	Espagne Secteur privé international ayant des activités en Espagne	Participation de 1500 professionnels, visites de terrain avec la possibilité d'observer le comportement des variétés. Activité annuelle.

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

L'Espagne s'inquiète de la récente décision de l'Office européen des brevets de reconnaître la brevetabilité des produits obtenus par des procédés essentiellement biologiques, y compris les variétés végétales (affaire G 3/19).

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

La loi hongroise sur les brevets (LOI N° XXXIII DE 1995 SUR LA PROTECTION PAR BREVET DES INVENTIONS), qui régit également les droits d'obtenteur en Hongrie, a été modifiée le 1^{er} janvier 2019. Les modifications concernent principalement les questions administratives. La version anglaise des articles modifiés figure ci-dessous.

Art. 114/I.

3) Outre les données visées à l'article 45.5) et 6), la demande de protection d'une variété végétale contient le nom et l'adresse de l'obtenteur ou précise que l'obtenteur demande que son nom et son adresse ne soient pas indiqués dans les documents de protection des obtentions végétales et qu'il les indique sur une feuille distincte.

3.a) Pour le reste, les demandes de protection des obtentions végétales doivent être déposées conformément à la loi sur les conditions de forme détaillées des demandes de brevet et à la loi sur le dépôt électronique des demandes de titres de propriété industrielle.

Art. 114/J.

b) le nom du demandeur, son adresse, son siège ou l'adresse du service de livraison sécurisé et, en cas de représentation, le nom du mandataire, son adresse, son siège ou l'adresse du service de livraison sécurisé ou toute autre donnée permettant de contacter le demandeur,

Art. 45.

5) Sauf disposition contraire de la présente loi, pour les questions relatives aux brevets qui relèvent de la compétence matérielle de l'Office hongrois de la propriété intellectuelle, les demandes doivent contenir :

a) le nom et l'adresse de la personne physique à l'origine de la demande et, en cas de représentation, le nom et l'adresse du mandataire,

b) le nom et l'adresse de la personne morale à l'origine de la demande et, en cas de représentation, le nom et l'adresse du mandataire,

c) en cas de communication par des moyens non électroniques, la signature du demandeur ou de son mandataire.

6) Si le demandeur ou son mandataire a l'obligation de communiquer par voie électronique avec l'Office hongrois de la propriété intellectuelle, pour les questions relatives aux brevets qui relèvent de la compétence matérielle de l'Office hongrois de la propriété intellectuelle ou si c'est le mode de communication qu'il souhaite utiliser, la demande doit contenir, outre les données visées au paragraphe 5),

a) le lieu, la date de naissance et le nom de la mère de la personne physique qui est à l'origine de la demande ou ceux de son mandataire,

b) le numéro d'identification fiscale de la personne physique qui est à l'origine de la demande ou celui de son mandataire.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue)

Sans changement. Conformément aux règles en vigueur, la protection des obtentions végétales s'étend à tous les genres et espèces du règne végétal.

1.3 Jurisprudence

Aucune donnée disponible.

2. Coopération en matière d'examen

Sans changement. En vertu des paragraphes 3) et 4) de l'article 114/R de la loi sur les brevets, les résultats des essais expérimentaux (rapport d'examen DHS) effectués par un organisme étranger compétent peuvent être pris en considération avec l'assentiment de celui-ci (...). Le coût de l'essai expérimental est supporté par le demandeur. L'Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO) a donc pris des mesures pour conclure

des accords avec des offices nationaux et régionaux afin que l'office concerné lui envoie des rapports sur l'examen technique DHS.

L'Office hongrois de la propriété intellectuelle a conclu des accords de communication de rapports d'examen technique DHS avec l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV), le Bundessortenamt (Office fédéral allemand des variétés végétales) et le Comité du droit d'obteneur du Ministère de l'agriculture, de la nature et de la qualité des produits alimentaires (Pays-Bas).

3. Situation dans le domaine administratif

Sans changement. L'HIPO est habilité à accorder la protection des obtentions végétales. Dans le système national, il est chargé de l'examen de la nouveauté, de la dénomination et de l'unité, ainsi que de l'enregistrement des variétés végétales. De son côté, l'Office national de sécurité de la chaîne alimentaire est chargé de l'examen biologique (examen DHS).

4. Situation dans le domaine technique

L'examen technique est effectué par l'Office national de sécurité de la chaîne alimentaire.

[L'annexe VII suit]

ANNEXE VII

ISRAËL

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

Sans changement.

2. Coopération en matière d'examen

Sans changement.

3. Situation dans le domaine administratif

- Modifications de la structure administrative : le Conseil des droits d'obtenteur a été constitué le 18 avril 2019.
- Modifications des procédures et des systèmes : aucune modification.

4. Situation dans le domaine technique

Sans changement.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Observations
Exposition Yevul See	17-18 octobre 2018	Ma'ayan Harod	Yevul See	Promouvoir les droits d'obtenteur, participer	Sociétés agricoles, producteurs, etc., locaux	Stand et représentation dans le pavillon du ministère
Journée portes ouvertes à Ha'ARAVA – Grande exposition en Israël	30-31 janvier 2019	Tamar – Station de Yair	Nord et centre MOP Arava-Tamar	Promouvoir les droits d'obtenteur, participer	Sociétés agricoles, producteurs, etc., locaux	Stand et représentation dans le pavillon du ministère
Exposition Fresh Agro Mashov	11 juin 2019	TLV Convention Center, Tel Aviv (Israël)	Mashov Group	Promouvoir les droits d'obtenteur, participer	Sociétés agricoles, producteurs, etc., locaux	Stand et représentation dans le pavillon du ministère
Visite d'examineurs en matière de propriété intellectuelle et introduction à l'examen DHS pour les droits d'obtenters	13 janvier 2019	Israel Plant Gene Bank et systèmes d'examen des plantes, ARO	Service de protection des droits d'obtenteur	Coopération	Service local de propriété intellectuelle, ARO et service de protection des obtentions végétales – 30 participants	

[L'annexe VIII suit]

KENYA

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

La protection des obtentions végétales au Kenya est assurée par la loi de 1972 sur les semences et les obtentions végétales (CAP 326) qui est entrée en vigueur en 1975 et a été révisée en 1991. Des règlements officiels pour guider la mise en place du Service de protection des obtentions végétales ont été établis en 1994, le service chargé d'administrer la protection des obtentions végétales ayant été créé en 1997 et placé depuis 1998 sous la direction du Kenya Plant Health Inspectorate Service (KEPHIS). Le Kenya a adhéré le 13 mai 1999 à l'UPOV en vertu de la Convention de 1978. En 2012, la loi sur les semences et les variétés végétales a été modifiée pour y incorporer des éléments de la Convention UPOV de 1991. Le 11 avril 2016, le Kenya a déposé son instrument d'adhésion à la Convention UPOV de 1991. Il est désormais lié par la Convention UPOV de 1991 avec effet au 11 mai 2016. Le Kenya est à présent en train d'examiner le règlement sur les droits d'obtenteur afin de faciliter l'application de l'exemption facultative.

1.2 Genres et espèces protégés

Le Kenya étend la protection des obtentions végétales à tous les genres et espèces de plantes. À l'heure actuelle, un total de soixante-dix-huit (78) taxons d'espèces végétales ont été enregistrés à des fins de protection dans le pays.

1.3 Jurisprudence

En vertu de la loi du Kenya sur les semences et les obtentions végétales, les demandes de droit d'obtenteur doivent être publiées dans le journal officiel du pays pour permettre à ceux qui s'opposent à une demande ou à l'octroi de droits de formuler des objections et d'exprimer des réserves auprès de l'administration autorisée – le KEPHIS. Celui-ci décide de l'audition de ces réserves mais un demandeur lésé par cette décision peut faire appel auprès du tribunal des plantes et semences et, s'il est lésé par la décision de ce tribunal, faire appel auprès de la Cour suprême.

Depuis la création du Service kényan de protection des obtentions végétales, quarante-huit (48) demandes de droits d'obtenteur ont été contestées au total, dont trente et une (31) ont été entendues et réglées par l'administration autorisée. L'audition des réserves pour les dix-sept (17) autres demandes est en cours. Jusqu'ici, aucune demande n'a été portée devant le tribunal.

2. Coopération en matière d'examen

Conformément à l'article 32 "Arrangements particuliers" de la Convention UPOV, le Service kényan de protection des obtentions végétales a conclu des accords de coopération internationale avec d'autres États membres de l'UPOV et des organisations intergouvernementales pour l'utilisation des rapports d'examen DHS existants, notamment les suivants :

- Communauté européenne – Office communautaire des variétés végétales
- RaadVoorPlantrassen (Conseil des variétés végétales) (Pays-Bas)
- Conseil des droits d'obtenteur (Israël)
- Commissaire du Service de protection des obtentions végétales (Nouvelle-Zélande)
- Directeur du Département national de l'agriculture (Afrique du Sud)
- Bundessortenamt (Office fédéral allemand des variétés végétales)
- Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA) (Royaume-Uni)
- Division des nouvelles entreprises et de la propriété intellectuelle, Bureau des questions relatives à l'industrie alimentaire (Japon)
- Services coréens des semences et des variétés (République de Corée)
- Division de la propriété intellectuelle, Bureau des affaires relatives à l'industrie alimentaire (Japon)

3. Situation dans le domaine administratif

La structure administrative, les procédures et systèmes du Service de protection des obtentions végétales du Kenya ne changent pas, mais les demandes de droit d'obteneur peuvent être déposées en ligne. Le Kenya a adopté l'outil de demande de droit d'obteneur UPOV PRISMA pour tous les genres et espèces. Le Kenya automatise actuellement son système de protection des obtentions végétales et toutes les procédures relatives à la protection des obtentions végétales se feront en ligne.

4. Situation dans le domaine technique

a. Demande et octroi de droits d'obteneur

De la création du Service de protection des obtentions végétales du Kenya à la fin de 2018, 1679 demandes de droit d'obteneur au total ont été reçues et 650 droits d'obteneur ont été accordés. La figure 1 ci-dessous indique la situation des droits d'obteneur au Kenya.

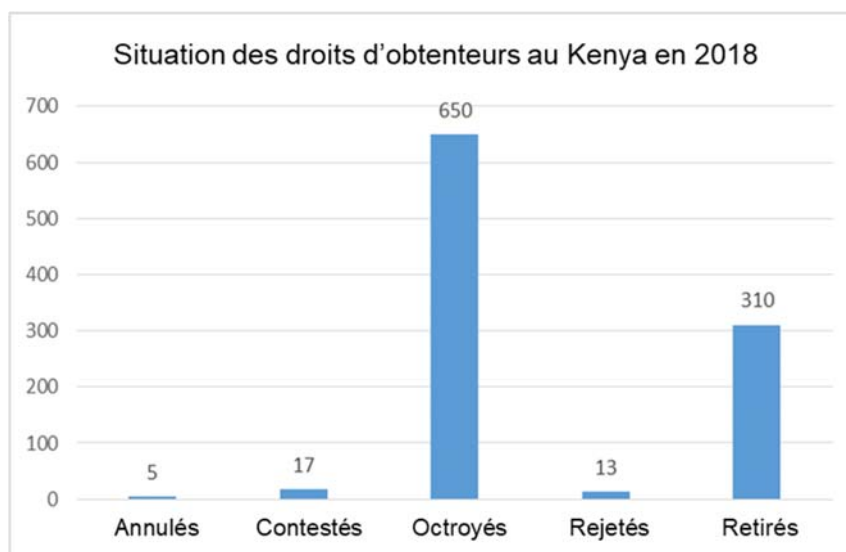


Figure 1 : Situation des droits d'obteneur en décembre 2018

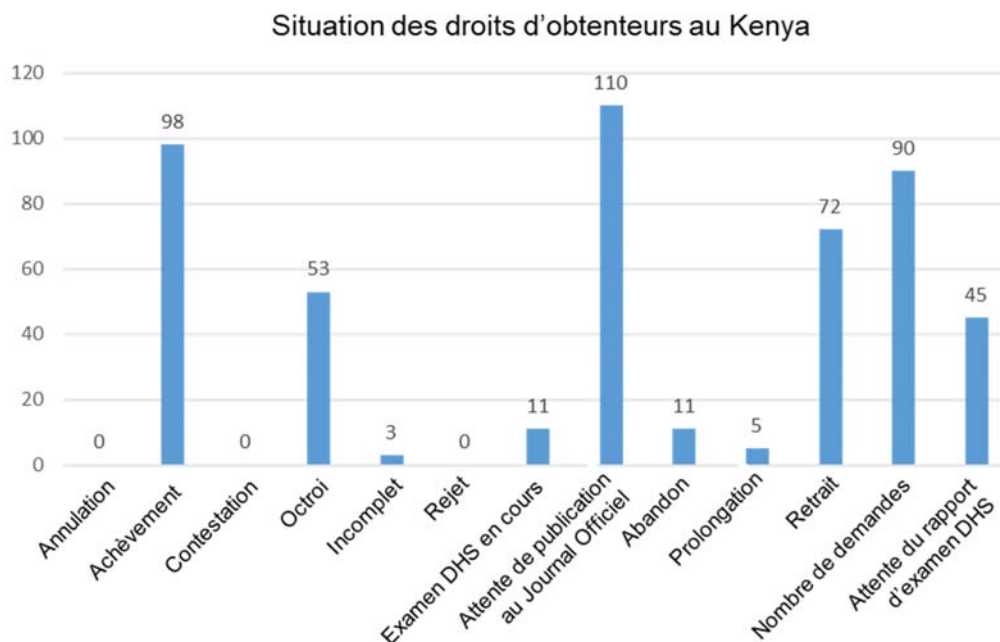


Figure 2. Situation des droits d'obteneur au Kenya en 2018

Au nombre des raisons pour lesquelles les obtenteurs retirent des demandes figurent la baisse de l'intérêt manifesté par les consommateurs pour une variété et la disponibilité de meilleures variétés. Les demandes incomplètes le sont soit à cause de l'absence de documents connexes qui doivent accompagner la demande soit à cause du non-paiement par le demandeur de la taxe. Les demandes approuvées pour l'octroi de droits d'obteneur sont celles dont le rapport d'examen DHS a été finalisé et considéré comme positif mais qui attendent le paiement par le demandeur de la taxe du certificat d'octroi du droit d'obteneur. La date du paiement de cette taxe devient la date de début officiel de la protection de cette variété au Kenya.

b. Examen DHS

Le service effectue l'examen DHS pour le pois cajun, le niébé, le coton, le maïs, le riz, le millet, le sorgho, le tournesol, la pomme de terre, le limonium et un certain nombre de légumes traditionnels (mrenda et amarante). Des principes directeurs d'examen pour quelques-unes de ces plantes ont été développés à l'échelle nationale. Le Kenya fait partie de l'équipe qui révisé les principes directeurs d'examen pour le thé.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Le Service de protection des obtentions végétales du Kenya a participé activement à plusieurs activités de promotion de la protection des obtentions végétales dans le pays et dans d'autres pays africains, telles que :

- Des séminaires de sensibilisation à la création de services de protection des obtentions végétales dans le pays. Ces séminaires sont organisés à l'intention des instituts nationaux de recherche agricole, des universités, des décideurs, du personnel de vulgarisation agricole et des communautés agricoles en général.
- Le service collabore avec d'autres secteurs de l'agriculture pour veiller à ce que les règles d'exploitation soient conformes à la loi sur les semences et les obtentions végétales et, par extension, à la Convention UPOV.
- Dans la région, le service a joué un rôle déterminant dans le développement du cadre pour la protection des obtentions végétales de l'ARIPO et a contribué à l'élaboration du projet de loi sur les semences et variétés végétales de la Communauté d'Afrique de l'Est, qui comprend une partie sur la protection des obtentions végétales. Le service a également présenté le système de protection des obtentions végétales du Kenya aux délégations du Malawi et de la Somalie.

Tous les courriers doivent être adressés au :

Directeur général
Service d'inspection phytosanitaire du Kenya
Siège, Oloolua Ridge, Karen
Boîte postale 49592-00100, Nairobi
Tél. : +254 20 3597201 ou +254 20 3597203
Portable : +254 723 786 779 ou +254 733 874 141
Mél. : director@kephis.org
Site Web : www.kephis.org

[L'annexe IX suit]

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

- Loi sur la protection des obtentions végétales de la République de Lituanie modifiée le 19 octobre 2006, puis pour la dernière fois le 26 avril 2012;
- Règlement n° 1458 du Gouvernement de la République de Lituanie du 15 décembre 2000 relatif au montant des taxes;
- Décision n° A1-50 du directeur du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture du 8 août 2010, relative à l'approbation du formulaire de demande de protection des obtentions végétales;
- Décret n° 3 D 371 du ministre de l'agriculture de la République de Lituanie du 23 juin 2004 relatif à la rémunération.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue)

- Conformément aux modifications de la loi sur la protection des obtentions végétales de la République de Lituanie en date du 26 avril 2012, les variétés de tous les genres et espèces pourraient être protégées en République de Lituanie.

1.3 Jurisprudence

- Il n'existe pas de jurisprudence relative à la protection des obtentions végétales en Lituanie pour 2018.

2. Coopération en matière d'examen

Deux accords de coopération en matière d'examen ont été signés en Lituanie :

- L'accord bilatéral du 11 août 2000 avec le Centre de recherche polonais pour les essais de cultivars (COBORU), relatif aux essais DHS, a été modifié le 14 novembre 2012 par l'accord d'administration n° 1/2012/19T-247;
- L'accord n° 10 signé le 30 juin 2006 avec le Bundessortenamt (Office fédéral allemand des variétés végétales), relatif à la transmission des résultats d'examens techniques pour ce qui est des examens DHS, a été modifié le 18 octobre 2010 par l'accord n° 19T-98.

3. Situation dans le domaine administratif

- La Division des obtentions végétales relevant du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie est chargée des essais, de l'établissement de la liste et de la protection juridique des variétés végétales;
- La Commission pour l'évaluation des demandes de protection des variétés a été approuvée le 6 mai 2011 par la décision n° A1-141 du directeur du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie et modifiée le 14 mars 2019 par la décision n° A1-148 du directeur du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie;
- L'octroi de la protection des obtentions végétales doit être approuvé par décision du directeur du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie;
- Les procédures et le système de protection des obtentions végétales sont définis par la loi sur la protection des obtentions végétales de la République de Lituanie.

4. Situation dans le domaine technique

- Les examens DHS sont effectués par le Centre de recherche polonais pour les essais de cultivars (COBORU), conformément à l'accord d'administration n° 1/2012/19 T 247, modifié le 14 novembre 2012, ou par l'autre autorité compétente de l'Union européenne à la demande des obtenteurs.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
1. Réunion du Conseil d'administration de l'OCVV	21-22 mars 2018	Angers (France)	OCVV	Examiner les principales questions concernant la protection des obtentions végétales	Commission européenne, OCVV, UPOV, observateurs et États membres – 45 au total
2. Réunion du Conseil d'administration de l'OCVV	19 septembre 2018	Sofia (Bulgarie)	OCVV	Examiner les principales questions concernant la protection des obtentions végétales	Commission européenne, OCVV, UPOV, observateurs et États membres – 47 au total

- Le Bulletin d'information n° 1 (29) sur les droits d'obteneur et la liste nationale des obtentions végétales du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie a été publié le 19 janvier 2018 et le n° 2 (30), le 15 juin 2018.

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

- La liste nationale lituanienne des variétés végétales 2018 a été approuvée le 8 mars 2018 par décision n° A1-106 du directeur du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie. Le matériel de reproduction ou de multiplication de chaque variété enregistrée d'espèce végétale peut être certifié conformément aux normes obligatoires établies en application des directives européennes pertinentes.

[L'annexe X suit]

NOUVELLE-ZÉLANDE

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

La loi de 1987 sur la protection des obtentions végétales reste en vigueur et elle est conforme à l'Acte de 1978 de la Convention UPOV.

Le Gouvernement néo-zélandais a entrepris un examen de la loi de 1987 sur les obtentions végétales. La consultation publique a été réalisée après la publication d'un document de synthèse en septembre 2018. Un document relatif aux options a été diffusé pour consultation publique en juillet 2019. L'objectif est de présenter un projet de loi au parlement d'ici la mi-2020 et de mettre en place un nouveau régime d'ici la fin de 2021.

Des informations détaillées sur l'examen de la loi sur les droits d'obteneur est disponible à l'adresse <https://www.mbie.govt.nz/have-your-say/plant-variety-rights-act-1987-review-options-paper>

2. Coopération en matière d'examen

La Nouvelle-Zélande continue de se procurer des rapports d'examen auprès d'États membres, pour certaines espèces et sur demande, conformément aux dispositions générales de la Convention UPOV. La Nouvelle-Zélande continue de fournir un rapport d'examen, sur demande d'un service et gratuitement.

À la suite de discussions avec Plant Breeder's Rights Australia au début de 2019, une nouvelle initiative de coopération est en cours entre cette entité et le Service de protection des obtentions végétales de la Nouvelle-Zélande. L'initiative est fondée sur l'avantage mutuel et le partage d'informations et de données d'expérience par variété. L'initiative prévoit également la coopération avec les obtenteurs et, dans certains cas, le partage d'informations avant le dépôt de la demande.

3. Situation dans le domaine administratif

Durant l'exercice financier clos le 30 juin 2019, 111 demandes de droit d'obteneur ont été acceptées (9% de moins que l'année précédente), 86 titres ont été délivrés (8% de plus que l'année précédente) et 77 titres ont expiré (8% de plus que l'année précédente). Le 30 juin 2019, 1310 titres étaient en vigueur (en légère augmentation par rapport à l'année précédente). Le nombre de demandes est stable; toutefois, on observe une légère tendance à la baisse au cours des dernières années.

Parallèlement à l'examen de la loi de 1987 sur les droits d'obteneur, un vaste examen des activités opérationnelles et des fonctions du service est en cours. Les résultats de l'examen serviront à orienter les futures modifications réglementaires et les pratiques du service.

4. Situation dans le domaine technique

Les exigences strictes en matière de biosécurité de la Nouvelle-Zélande entraînent des difficultés et des retards dans l'importation de matériel végétal pour les variétés obtenues à l'étranger. L'augmentation croissante de la durée de la protection provisoire, notamment pour les espèces fruitières, est désormais un facteur important pour les titulaires et leurs mandataires en ce qui concerne la gestion de la variété. L'allongement des délais des demandes pour de nombreuses espèces a également eu une incidence sur les arrangements, l'organisation et la programmation des examens DHS. L'utilisation accrue de rapports d'examen étrangers combinée à l'utilisation d'informations sur les variétés détenues par un autre service est une solution pour remédier aux retards dans les essais dus à des facteurs liés à la biosécurité.

La Nouvelle-Zélande a accueilli la 51^e session du Groupe de travail technique sur les plantes ornementales et les arbres forestiers à Christchurch du 18 au 22 février 2019. Cette session a réuni 30 participants venant de 15 États ou organisations.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Observations
Consultation intergouvernementale	12-14 mars 2019	Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande et Indonésie	Politique en matière de protection des obtentions végétales, organisation des examens et administration du service	Indonésie, Nouvelle-Zélande	Échange et partage, entre services de protection des obtentions végétales, de données d'expérience et d'informations sur les difficultés rencontrées
Coopération en matière d'examen DHS	15 février 2019		Nouvelle-Zélande et Office communautaire des variétés végétales	Étudier les possibilités de renforcement de la coopération technique	Union européenne, Nouvelle-Zélande	Possibilités pour les deux parties d'améliorer le partage de l'information sur les variétés dans leur intérêt mutuel.
Coopération en matière d'examen DHS	25-27 février 2019		Nouvelle-Zélande et IP Australia	Étudier les possibilités de renforcement de la coopération technique	Australie, Nouvelle-Zélande	Possibilités pour les deux parties d'améliorer le partage de l'information sur les variétés dans leur intérêt mutuel.

[L'annexe XI suit]

POLOGNE

(Période : 1^{er} septembre 2018 – 31 août 2019)

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

La loi du 26 juin 2003 sur la protection juridique des variétés végétales (texte consolidé : Journal officiel n° 432 de 2018) constitue la base juridique du système de protection du droit d'obtenteur en Pologne.

La loi polonaise sur la protection des obtentions végétales est fondée sur l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. Depuis le 1^{er} novembre 2000, tous les genres et espèces peuvent bénéficier de la protection prévue au titre du droit d'obtenteur en Pologne.

En ce qui concerne les taxes, le décret du 17 février 2004 du Ministère de l'agriculture et du développement rural sur le montant des taxes pour le dépôt d'une demande de protection, l'examen DHS et la délivrance et le maintien des droits exclusifs (Journal officiel n° 60 de 2004, rubrique 567; Journal officiel de 2015, rubrique 2166) s'applique.

La Pologne est devenue membre de l'UPOV le 11 novembre 1989 et a été le vingt-quatrième État à adhérer à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV, le 15 août 2003.

2. Coopération en matière d'examen

Le Centre de recherche pour l'examen des cultivars (COBORU) de Słupia Wielka continue de collaborer avec différents pays dans le domaine de l'examen technique.

La Pologne a conclu des accords bilatéraux en matière d'examen DHS avec la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie. Des accords unilatéraux avec le Bélarus, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovénie et l'Ukraine sont en vigueur.

Pendant la période considérée, la Pologne a procédé à des examens DHS pour le compte des services des pays suivants : Allemagne (5 variétés), Belgique (2 variétés), Croatie (1 variété), Danemark (1 variété), Estonie (16 variétés), France (1 variété), Hongrie (27 variétés), Lettonie (3 variétés), Lituanie (45 variétés), République tchèque (32 variétés), Slovaquie (1 variété), Slovénie (4 variétés) et Suède (4 variétés), ainsi que pour l'OCVV (64 variétés).

Ces examens portaient sur différentes espèces de plantes agricoles (112 variétés), potagères (16 variétés), ornementales (40 variétés) et fruitières (38 variétés). Au total, 206 variétés ont fait l'objet d'un examen à la demande de ces services.

Comme les années précédentes, quelques pays et entités (Autriche, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Danemark, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Iran, Lettonie, Lituanie, République tchèque, Royaume-Uni, Serbie, Turquie et OCVV) ont utilisé les résultats d'examens techniques du COBORU pour fonder leurs décisions dans le cadre de leurs procédures nationales.

La Pologne a participé activement aux travaux d'élaboration des protocoles techniques lors des réunions organisées par l'OCVV.

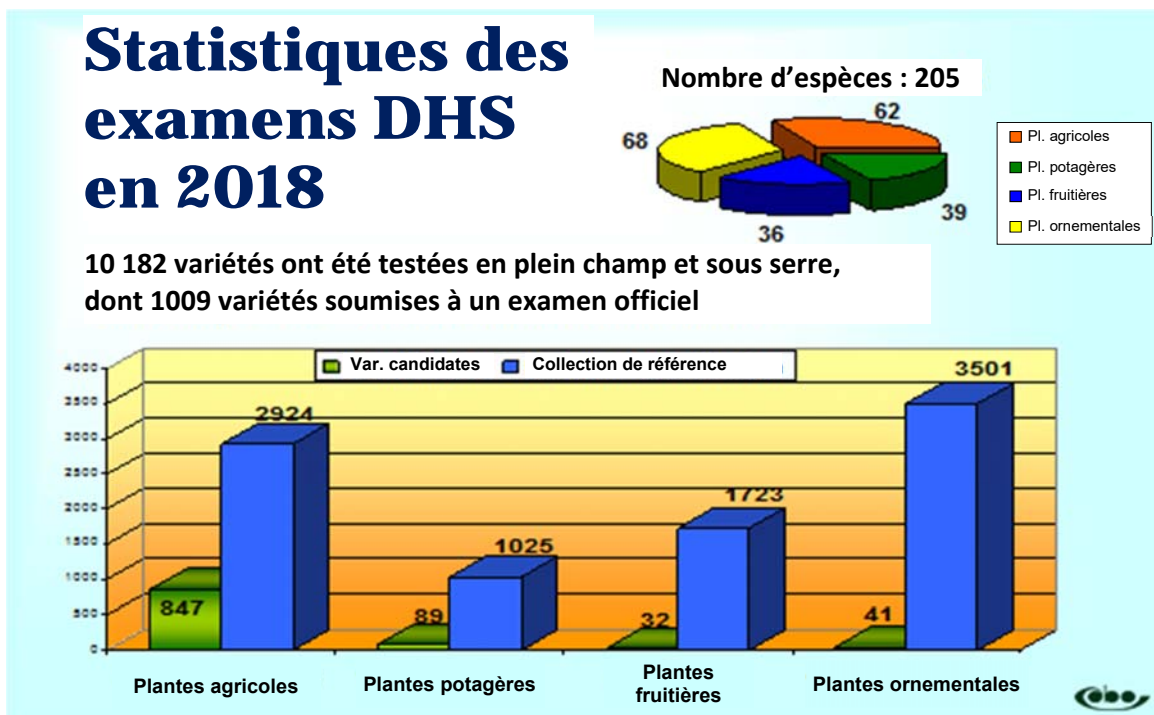
3. et 4. Situation dans les domaines administratif et technique

Le COBORU procède aux essais aux fins de l'examen DHS des variétés dans 13 stations d'essais expérimentales qui sont réparties dans l'ensemble du pays. Dans le cas des variétés fruitières, des essais sont également menés à l'Institut de recherche sur l'horticulture à Skierniewice.

En 2018, 10 182 variétés relevant de 205 espèces végétales ont fait l'objet d'un examen (dont 9173 variétés répertoriées dans des collections de référence vivantes et 1009 variétés candidates).

Le nombre de variétés ayant fait l'objet d'un examen DHS en Pologne est indiqué dans le graphique ci-dessous.

Nombre de variétés ayant fait l'objet d'un examen DHS en 2018



En 2018, le COBORU a reçu au total 103 demandes nationales de droit d'obtenteur, soit sept de moins que l'année précédente.

Du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre 2019, 112 nouvelles demandes, dont 59 nationales et 53 étrangères, ont été déposées en vue de l'obtention d'un droit d'obtenteur national, soit 25 de plus que pendant la période visée par le précédent rapport (87).

En 2018, le COBORU a octroyé 91 titres nationaux de protection (soit 17 de plus qu'en 2017). À la fin de 2018, 1229 titres nationaux étaient en vigueur, soit 51 de plus que l'année précédente.

Du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre 2019, 89 titres nationaux ont été octroyés. Au total, 1235 variétés sont protégées en Pologne (au 1^{er} septembre 2019).

On trouvera des statistiques détaillées dans le tableau ci-après.

Dans la colonne "Titres ayant expiré" ne figure aucune variété pour laquelle – pendant la période considérée – des titres nationaux ont expiré.

Espèces végétales	Demandes de droit d'obtenteur 1 ^{er} janvier – 1 ^{er} septembre 2019			Titres de protection délivrés 1 ^{er} janvier – 1 ^{er} septembre 2019			Titres ayant expiré	Titres en vigueur au 1 ^{er} septembre 2019
	nationales	étrangères	total	nationaux	étrangers	total		
Plantes agricoles	43	4	47	56	3	59	32	695
Plantes potagères	3	1	4	8	4	12	43	198
Plantes ornementales	12	43	55	10	2	12	3	227
Plantes fruitières	1	5	6	6	-	6	5	115
Total	59	53	112	80	9	89	83	1235

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Des représentants polonais participent régulièrement aux sessions des organes de l'UPOV et aux groupes de travail techniques de l'UPOV.

En outre, des représentants polonais participent aux réunions du Comité permanent sur les droits d'obtenteur de la DG SANTÉ à Bruxelles, ainsi qu'aux réunions du Conseil d'administration de l'OCVV.

Pendant la période considérée, le cours d'enseignement à distance de l'UPOV intitulé "Introduction au système UPOV de protection des obtentions végétales selon la Convention UPOV" (DL-205) a été suivi avec succès par un examinateur du COBORU.

Publications

Tous les deux mois, le COBORU publie la Gazette polonaise sur les droits d'obtenteur et la liste nationale (Diariusz), qui contient des informations détaillées sur les droits d'obtenteur nationaux et la liste nationale des variétés.

La liste des variétés protégées par des droits d'obtenteur au niveau national (y compris les droits provisoires, valable au 30 juin 2019), a été publiée dans le troisième numéro de la Gazette polonaise sur les droits d'obtenteur et la liste nationale n° 3(152)2019.

La Gazette officielle figure également sur notre site Internet dans la section Publications.

De plus, le COBORU gère et actualise systématiquement un site Internet (www.coboru.pl) contenant des renseignements officiels sur les questions touchant à la protection des obtentions végétales en Pologne.

Pendant la période considérée, le COBORU a participé aux activités de promotion suivantes :

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
1. Visite de la délégation polonaise au NEBIH (HU)	15 et 16 octobre 2018	Hongrie (Zamardi)	NEBIH –HU	Débat sur les questions les plus importantes concernant la fourniture mutuelle de services expérimentaux dans le cadre de l'examen DHS officiel; signature de l'accord sur les règles de coopération	HU – 6 PL – 5
2. Conférence à l'occasion de la Journée mondiale de la propriété intellectuelle – "A qui appartient le génome? Biotechnologie et protection de la propriété intellectuelle"	26 avril 2019	Varsovie (Pologne)	Office polonais des brevets; OMPI	Le directeur du COBORU a donné une conférence intitulée "Les règles de coexistence entre le système de protection juridique des variétés et la protection au moyen de brevets de plante des inventions biotechnologiques".	OMPI – 2 OEB – 2 PL – 80
3. Visite de représentants serbes	10-13 juin 2019	Pologne, siège du COBORU, stations d'essai : Słupia Wielka, Zybiszów, Masłowice, Śrem	COBORU	Présentation de l'organisation et des activités du COBORU, des procédures d'établissement de liste et de protection des variétés en Pologne, du système d'examen DHS et de détermination des valeurs agronomique et technologique; inspection des essais DHS	RS – 2 PL – 10
4. Visite des représentants du NEBIH (HU)	11 et 12 juin 2019	Pologne, siège du COBORU, stations d'essai : Słupia Wielka, Zybiszów, Śrem	COBORU	Visite technique dans le cadre de la coopération bilatérale	HU – 3 PL – 6

C/53/INF/4
Annexe XI, page 4

5. Conférence – I Rosier Colloque "Rosalia" 2019	15 juin 2019	Varsovie (Pologne)	Académie polonaise des sciences, Jardin botanique – Centre pour la conservation de la diversité biologique à Powsin; Association polonaise des obtenteurs de rosiers	Un expert du COBORU a présenté un exposé intitulé "La protection juridique des obtentions végétales en Pologne"	PL – 20
6. Visite d'un représentant de l'OCVV	1 ^{er} et 2 juillet 2019	Pologne, siège du COBORU, stations d'essai : Śrem, Chrzęstowo	COBORU	Visite technique dans le cadre de la coopération entre l'OCVV et le COBORU; inspection des essais DHS concernant des plantes ornementales	OCVV – 1 PL – 6
7. Visite de la délégation du Service de protection des obtentions végétales de la Biélorussie	16 et 17 juillet 2019	Station d'essai du COBORU : Krzyżewo	COBORU	Présentation de l'organisation et des activités du COBORU, y compris du système d'examen DHS; débat sur les éventuels domaines de coopération; inspection des essais DHS	BY – 8 PL – 11
8. Visite des représentants de BSA (DE)	27 et 28 août 2019	Pologne, stations d'essais : Zybyszów, Masłowice	COBORU	Débat technique sur les protocoles DHS concernant les plantes fruitières	DE – 2 PL – 8

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

La liste nationale polonaise des variétés de plantes agricoles, la liste nationale polonaise des variétés de plantes potagères et la liste nationale polonaise des variétés de plantes fruitières ont été publiées en avril, mai et juillet 2019, respectivement. Ces listes officielles et les listes actualisées de variétés sont également disponibles à l'adresse suivante : www.coboru.pl.

[L'annexe XII suit]

ANNEXE XII

RÉPUBLIQUE DE CORÉE
Période : septembre 2018 – août 2019

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

Aucun élément nouveau.

2. Coopération en matière d'examen

En décembre 2018, le Service coréen des semences et des variétés (KSVS) a signé un mémorandum d'accord pour faciliter la coopération technique en matière d'examen avec le Service chargé des essais sur les plantes agricoles du Ministère des ressources agricoles de la République d'Ouzbékistan. Le KSVS fournira les résultats des examens conduits selon la Convention UPOV, qui font l'objet d'une demande déposée par le service coréen, au service ouzbek, à la demande de ce dernier, et inversement.

3. Situation dans le domaine administratif

Un Service international de formation aux semences a été ouvert en juin. Ce service a pour vocation de former les personnes œuvrant dans le secteur des semences. Il offre des formations sur le système de protection des obtentions végétales, ainsi que sur les essais de semences et la réglementation en la matière.

4. Situation dans le domaine technique

Durant l'exercice financier clos au 31 décembre 2018, 765 demandes de droits d'obtenteur ont été acceptées (2,7% de plus que l'année précédente), 574 titres ont été délivrés (8% de moins que l'année précédente) et 217 titres ont expiré. Au 31 décembre 2018, 5325 titres étaient en vigueur. Des informations sur les droits d'obtenteur sont disponibles à l'adresse : www.seed.go.kr.

De nouveaux principes directeurs d'examen pour 9 genres et espèces ont été établis à l'échelle nationale et 11 existants ont été révisés afin de refléter les principes directeurs d'examen de l'UPOV en 2018.

La République de Corée participe à la révision des principes directeurs d'examen pour le ginseng au sein du TWA en tant qu'expert principal depuis 2017.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
1. Cours de formation pour le développement de l'industrie semencière en Asie	14-27 octobre 2018	Gimcheon (République de Corée)	KSVS	Former les experts en semences	Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Chine, Myanmar, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Viet Nam (13)
2. Forum sur la protection des obtentions végétales en Asie orientale	23-24 avril 2019	Beijing (Chine)	Service de protection des obtentions végétales d'Asie orientale	Coopération au niveau régional en matière de protection des obtentions végétales	Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Indonésie, Japon, Malaisie, Myanmar, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam
3. TWV	20-24 mai 2018	Séoul (République de Corée)	Séoul	UPOV	Allemagne, Brésil, Canada, Chine, France, Italie, Japon, Kenya, Pays-Bas, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni, République-Unie de Tanzanie, Union européenne, CropLife, ESA, ISF, UPOV

4. Atelier de sensibilisation à la protection des obtentions végétales	15 février 2019	Jeju	KSVS	Faire mieux connaître la protection des obtentions végétales	Associations de fruiticulteurs et de producteurs d'arbres fruitiers, représentants du gouvernement rural liés à l'industrie semencière (640)
	22 mars	Daejeon			
	27 mars	Hwachun			
	9 avril	Eumsung			
	2 juillet	Chungju			
	17 juillet	Muju			
	2 août	Daechun (République de Corée)			

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

Aucun élément nouveau.

[L'annexe XIII suit]

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

Aucun élément nouveau.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces

En vertu de la loi n° 39-XVI/2008 sur la protection des obtentions végétales, la protection a été étendue aux variétés de tous les genres et espèces botaniques, y compris les hybrides entre genres et espèces.

1.3 Jurisprudence

Il n'existe aucun précédent en matière de protection du droit d'obtenteur.

2. Coopération en matière d'examen

Utilisation du rapport DHS existant proposée par :

- GEVES, Beaucouzé, FR
- Bundessortenamt, DE
- Institut central de contrôle et d'essai en agriculture (UKZUZ), CZ
- Obtentions végétales et semences, Agence de santé animale et végétale, UK

3. Situation dans le domaine administratif

Aucun élément nouveau.

Modifications des procédures et du système de protection

Aucun élément nouveau.

Statistiques

Pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 :

- 37 demandes ont été reçues (28 demandes nationales et 9 demandes étrangères), comme indiqué ci-après :

- Orge (*Hordeum vulgare* L.) – 3
- Haricot (*Phaseolus vulgaris* L.) – 1
- Pois chiche (*Cicer arietinum* L.) -1
- Chrysanthème (*Chrysanthemum indicum* L.) – 1
- Noisetier (*Corylus avellana* L.) – 1
- Ail (*Allium sativum* L.) – 2
- Vigne (*Vitis* L.) – 2
- Hémérocalle (*Hemerocallis x hybrida* hort.) – 1
- Maïs (*Zea mays* L.) – 6
- Avoine (*Avena sativa* L.) – 1
- Oignon (*Allium cepa* L.) – 5
- Pois (*Pisum sativum* L.) – 1
- Pivoine (*Paeonia lactiflora* Pall.) – 1
- Seigle (*Secale cereale* L.) – 1
- Safran (*Crocus sativus*) – 1

Sauge (*Salvia sclarea* L.) – 1
Tournesol (*Helianthus annuus* L.) – 2
Tomate (*Solanum lycopersicum* L.) – 2
Triticale (*Triticosecale* Witt.) – 1
Blé (*Triticum aestivum* L.) – 3

- 32 brevets d'obtention végétale (30 brevets nationaux et 2 brevets étrangers) ont été octroyés comme indiqué ci-après :

Aronia (*Aronia melanocarpa* (Michx) Elliot) – 1
Poivron (*Capsicum annuum* L.) – 2
Chrysanthème (*Chrysanthemum indicum* L.) – 2
Fraisier (*Fragaria* L.) – 1
Soja (*Glycine max* (L.) Merrill) – 1
Tournesol (*Helianthus annuus* L.) – 2
Argousier (*Hippophae rhamnoides* L.) – 2
Orge (*Hordeum vulgare* L.) – 1
Pommier (*Malus domestica* Borkh) – 3
Menthe poivrée (*Mentha piperita* L.) – 1
Haricot (*Phaseolus vulgaris* L.) – 1
Tomate (*Solanum lycopersicum* L.) – 3
Aubergine (*Solanum melongena* L.) – 1
Triticale (*Triticosecale* Witt.) – 1
Blé (*Triticum aestivum* L.) – 2
Blé dur (*Triticum durum* Desf.) – 1
Maïs (*Zea mays* L.) – 7

Au 31 décembre 2018, 210 brevets d'obtention végétale étaient en vigueur.

4. Situation dans le domaine technique

Aucun élément nouveau.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

L'AGEPI tient à jour régulièrement, en anglais, roumain et russe, le site Internet www.agepi.gov.md, où l'on trouve la législation nationale dans le domaine de la protection des obtentions végétales, le formulaire de demande d'un brevet d'obtention végétale ainsi que des informations utiles pour les demandeurs et les obtenteurs.

Le matériel d'information relatif à la protection des obtentions végétales est distribué dans le cadre des différentes activités organisées par l'AGEPI ou auxquelles l'AGEPI prend part, telles que séminaires, campagnes de sensibilisation à la propriété intellectuelle, expositions, etc.

Depuis 2016, la République de Moldova, représentée par l'AGEPI, participe en tant que membre au projet de l'UPOV relatif à l'élaboration d'un formulaire de demande électronique (UPOV PRISMA).

En 2018, les 15 plantes ci-après étaient couvertes par UPOV PRISMA : maïs, blé, pois, orge, prunier européen, tomate, vigne, poivron, piment, paprika, chili, tournesol, noyer, pommier, laitue, pomme de terre, rosier, soja.

[L'annexe XIV suit]

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

Décret ministériel n° 212/2019 portant modification du décret ministériel n° 1348/2005 pour l'approbation des règles concernant les essais et l'enregistrement des plantes agricoles et du décret n° 1349/2005 pour l'approbation des règles concernant les essais et l'enregistrement des plantes potagères.

Ce décret est conforme à la nouvelle directive d'exécution (UE) 2019/114 de la Commission du 24 janvier 2019 concernant les essais et l'enregistrement des obtentions végétales.

2. Coopération en matière d'examen

La coopération avec l'UKZUZ (République tchèque) dans le domaine des examens DHS s'est poursuivie, de même que l'échange d'échantillons de semences avec d'autres services de l'Union européenne.

La vente de rapports techniques d'examen (DHS) aux services de l'Union européenne ou d'autres pays européens s'est également poursuivie.

3. Situation dans le domaine administratif

Pas de modifications de la structure administrative ni des procédures et systèmes.

Le projet de nouvelle chambre froide pour les espèces agricoles a été approuvé.

4. Situation dans le domaine technique

En 2019, 780 variétés ont été soumises à des essais : 660 espèces de plantes agricoles, 102 de plantes potagères, 14 de plantes fruitières, 2 de plantes viticoles et 2 de plantes ornementales tandis que 198 variétés étaient inscrites à notre catalogue officiel national, à savoir 142 variétés d'espèces de plantes agricoles, 34 de plantes potagères, 17 d'arbres fruitiers, 1 de vigne et 4 de plantes ornementales.

En outre, concernant les droits d'obtenteur, 14 demandes de protection ont été enregistrées et 20 titres de protection ont été délivrés.

[L'annexe XV suit]

SERBIE
(septembre 2018 – septembre 2019)

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

Pas de modifications.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue)

Pas de modifications.

En vertu de la législation nationale en vigueur sur la protection du droit d'obtenteur, la protection s'applique à tous les genres et espèces ("Gazette officielle de la République de Serbie" n^{os} 41/2009 et 88/2011).

2. Coopération en matière d'examen

3. Situation dans le domaine administratif

– Modifications dans la structure administrative

Pas de modifications de la structure administrative.

Selon la loi sur les ministères ("Gazette officielle de la République de Serbie" n^o 62/2017), le service désigné pour la protection du droit d'obtenteur en République de Serbie est la Direction de la protection des obtentions végétales (PPD) du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau (MAFWM). En sa qualité de service administratif du MAFWM, la Direction de la protection des obtentions végétales remplit des tâches liées notamment à la protection des plantes contre les organismes nuisibles; à l'autorisation et au contrôle des produits de protection et de nutrition des plantes; à l'enregistrement des variétés végétales sur la Liste nationale; à la protection du droit d'obtenteur; à la sécurité biologique (organismes génétiquement modifiés ou OGM); aux inspections phytosanitaires, et à d'autres tâches connexes.

Au sein de la direction, le Groupe chargé de la protection des obtentions végétales et de la prévention des risques biotechnologiques applique les procédures administratives liées aux dispositions de la loi sur la protection des droits d'obtenteur et à l'octroi des droits d'obtenteur, tâches qui sont aussi en rapport avec les OGM.

– Modifications des procédures et systèmes

Aucune modification n'a été faite.

4. Situation dans le domaine technique

La Serbie participe au projet sur l'outil de demande de droit d'obtenteur UPOV PRISMA, comme moyen d'améliorer le système de protection des droits d'obtenteur en Serbie.

Les registres de la protection des obtentions végétales et d'autres informations sont disponibles sur la page Web du MAFWM – PPD :

http://www.uzb.minpolj.gov.rs/index.php?option=com_content&view=article&id=61&Itemid=14&lang=en

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité
1. Séminaire sur les défis et les opportunités dans la production de baies	27 novembre 2018	République de Serbie, Novi Sad	Ambassade des Pays-Bas en Serbie et Direction de la protection des obtentions végétales de la République de Serbie, Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau	Amélioration de tous les aspects de la production de baies et défis auxquels sont confrontés les créateurs de nouvelles variétés végétales et les producteurs de baies. Une partie du séminaire concernait le système de protection des droits d'obteneur aux Pays-Bas et en Serbie.
2. Séminaire sur les semences certifiées pour une alimentation sûre et saine	13 décembre 2018	République de Serbie, Novi Sad	Chambre de commerce de Serbie, Chambre de commerce de la province de Vojvodina et Association serbe des semences	Système de certification des semences, importance et avantages des semences certifiées pour une alimentation sûre et saine. Une partie du séminaire concernait la protection des droits d'obteneur.

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

Les informations en rapport avec l'enregistrement (approbation) des variétés végétales pour la Liste nationale des variétés végétales de la République de Serbie, sont disponibles sur les pages Internet de la Direction de la protection des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau : <http://www.uzb.minpolj.gov.rs/index.php?lang=en>.

[L'annexe XVI suit]

UNION EUROPÉENNE

Période : juillet 2018 – juillet 2019

(Rapport établi par la Commission européenne en collaboration étroite avec l'Office communautaire des variétés végétales)

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modification de la législation et des textes d'application : aucune modification n'a été apportée à la législation.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue) : aucune modification n'a été apportée à la législation.

1.3 Jurisprudence

Ordonnance de la Cour de justice de l'Union européenne du 8 novembre 2018 dans l'affaire C-308/18 "Gala Schnico"

La Cour de justice de l'Union européenne a rejeté le recours et condamné Schniga GmbH (la partie requérante) aux dépens. Dans son ordonnance, la Cour a confirmé les conclusions du Tribunal en déclarant que les résultats de l'examen technique n'étaient pas contradictoires et que les conditions météorologiques n'avaient pas été atypiques. La Cour a donc rejeté les deux moyens de pourvoi comme étant manifestement non fondés.

Arrêt du Tribunal du 5 février 2019 dans l'affaire T-177/16 "Braeburn 78"

Le Tribunal a annulé la décision de la chambre de recours dans l'affaire A 001/2015. Le Tribunal a reconnu qu'il ne pouvait pas adresser des injonctions à l'OCVV quant aux mesures à prendre aux fins de l'exécution de l'arrêt du juge de l'Union et qu'il incombait à l'OCVV de tirer les conséquences du dispositif et des motifs des arrêts du juge de l'Union. Le Tribunal a également établi que l'OCVV, en dépit de la marge d'appréciation dont il disposait dans l'exercice de ses fonctions, était soumis au principe de bonne administration, en vertu duquel il se devait d'assurer le bon déroulement et l'efficacité des procédures qu'il mettait en œuvre. À cet égard, la chambre de recours était elle aussi liée par le principe de bonne administration et était par conséquent tenue de fonder ses décisions sur tous les éléments de fait et de droit que les parties faisaient valoir. Enfin, le Tribunal a déclaré que l'obligation de motivation avait pour objet de permettre aux intéressés de connaître les justifications de la mesure prise. Cette obligation pouvait cependant être satisfaite sans qu'il soit nécessaire de répondre expressément et de manière exhaustive à l'ensemble des arguments soulevés par une partie requérante.

Arrêt du Tribunal du 11 avril 2019 dans l'affaire T-765/17 "Pinova"

Le Tribunal a rejeté le recours formé contre la décision de la chambre de recours dans l'affaire A 005/2016. L'arrêt a confirmé que l'office disposait d'un large pouvoir d'appréciation quant à l'annulation d'une protection végétale et que la protection ne pouvait être déclarée nulle et non avenue que s'il était établi s'il y avait des doutes sérieux (dans ce cas quant à l'absence de nouveauté de la variété en cause) susceptibles de justifier un réexamen de la variété protégée. Le Tribunal a également déclaré qu'il appartenait à la partie requérante d'apporter des éléments de preuve et des éléments factuels substantiels susceptibles de fonder des doutes sérieux quant à la légalité de l'octroi de la protection végétale accordée. En outre, le Tribunal a reconnu que, pour les questions techniques, le contrôle du Tribunal était celui de l'erreur manifeste. Toutefois, s'agissant d'appréciations factuelles qui ne présentent pas de complexité technique particulière, le Tribunal procède à un contrôle de légalité. Le Tribunal a aussi examiné les types de documents pouvant être corroborés par un acte concret attestant une cession destructrice de nouveauté, comme des factures, des bons de livraison, des chiffres d'affaires, des témoignages d'acheteurs, des prospectus commerciaux ou autres. Enfin, le Tribunal a établi que les essais sur la variété n'impliquant pas la vente ou la remise à des tiers à des fins d'exploitation de la variété n'aboutissaient pas à la perte de la nouveauté au sens de l'article 10 du règlement.

Arrêt du Tribunal du 18 juin 2019 dans l'affaire T-569/18 "Kordes' Rose Monique"

Le Tribunal a annulé la décision de la chambre de recours de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) dans l'affaire R 1929/2017-1. Le Tribunal a déclaré que cette dénomination variétale (dans cette affaire la variété "Monique" bénéficiait aux Pays-Bas de la protection des droits d'obtention végétale, en tant que variété végétale pour des roses, jusqu'au 7 juillet 2005) constituait une dénomination générique de cette variété et que, par conséquent, celle-ci ne pouvait être monopolisée. Le Tribunal a également établi qu'il importait de déterminer si cette dénomination variétale constituait un élément distinctif de la marque selon l'article 7, paragraphe 1, du règlement n° 207/2009. Pour ce faire, le Tribunal a recensé un certain nombre de critères, tels que le caractère distinctif des autres éléments, le message véhiculé par la marque demandée dans son ensemble, la domination visuelle des différents éléments par leur taille et leur position ou encore le nombre d'éléments composant ladite marque. Partant de ces principes, le Tribunal a estimé que l'unique élément distinctif de la marque demandée était l'élément verbal "Kordes", car il permettait d'identifier l'origine commerciale des produits. À cet égard, il a ajouté que le "message" véhiculé par la marque demandée dans son ensemble mettait l'accent sur l'élément "kordes" et que cet élément se situait en première position dans la marque demandée. Selon le Tribunal, cet élément constituait l'élément dominant de la marque demandée. La dénomination variétale Monique constituait, quant à elle, une désignation générique pouvant être librement utilisée par d'autres entreprises.

2. Coopération en matière d'examen

2.1 Conclusion de nouveaux accords

Conclusion d'un accord avec l'Agriculture and Food Agency ou AFA (Office de contrôle des produits agricoles et des produits alimentaires) du Council of Agriculture (Conseil de l'agriculture) de la province de Chine de Taiwan, concernant la prise en charge des rapports d'examen DHS pour Phalaenopsis et Doritaenopsis.

2.2 Modification d'accords existants

Prolongation de l'accord avec le Service national d'inspection et de certification des semences (SNICS) du Mexique concernant l'examen DHS pour l'espèce Carica papaya.

2.3 Mémoire d'accord avec des pays tiers

Voir point 2.1, rien d'autre à signaler.

3. Situation dans le domaine administratif

3.1 Modifications de la structure administrative : aucun élément nouveau.

3.2 Modifications des procédures et systèmes : aucun élément nouveau.

4. Situation dans le domaine technique

4.1 Informations concernant le fonctionnement de la protection des obtentions végétales dans l'Union européenne

a. Relation avec les services d'examen

En décembre 2018, l'OCVV a tenu sa vingt-deuxième réunion annuelle avec ses services d'examen, à laquelle ont également assisté des représentants du Bureau de l'UPOV, du Bureau suisse de la protection des obtentions végétales et d'organisations d'obteneurs (ESA, CIOPORA, Plantum, Consortium européen pour l'amélioration des plantes dans les systèmes agrobiologiques, ECO-PB). Les principaux sujets de discussion ont été les suivants :

- différences entre les informations fournies dans le document relatif à la demande et l'aspect des plantes dans l'essai en culture;
- prise de photos lors de l'accès aux examens DHS aux fins d'inspection et de prélèvement;
- révision de la procédure d'acceptation des caractères additionnels;

- statut et utilisation des plantes de réserve dans le secteur des plantes ornementales et des plantes fruitières;
- resoumission d'un échantillon de semences;
- obtention de variétés de référence pour l'examen DHS et révision de la procédure de vérification technique;
- modification possible de la politique de l'OCVV concernant le matériel végétal utilisé aux fins de l'examen DHS (aux fins d'identification d'identité durant les contrôles sur les marchés);
- formations techniques pour les examinateurs techniques;
- coopération avec l'EUIPO;
- coopération avec l'OEB;
- mise à jour de la jurisprudence concernant la chambre de recours de l'OCVV, le Tribunal et la Cour de justice de l'Union européenne;
- mise à jour de la stratégie en matière de R-D.

b. Élaboration de protocoles de l'OCVV

En 2018-2019, des experts des services d'examen des États membres ont été invités à collaborer à l'élaboration ou à la révision des protocoles techniques pour les essais DHS qui ont été ensuite approuvés par le Conseil d'administration de l'OCVV ou qui devraient l'être en 2019. Des réunions d'experts ont eu lieu pour examiner les protocoles techniques des plantes suivantes :

- plantes agricoles : blé, orge, ray-grass, fève à cheval, sorgho, moutarde blanche, pomme de terre;
- plantes potagères : laitue, chicorée à feuilles, chicorée industrielle, tomate, porte-greffes de tomates;
- plantes ornementales : aucun protocole;
- plantes fruitières : prunier japonais.

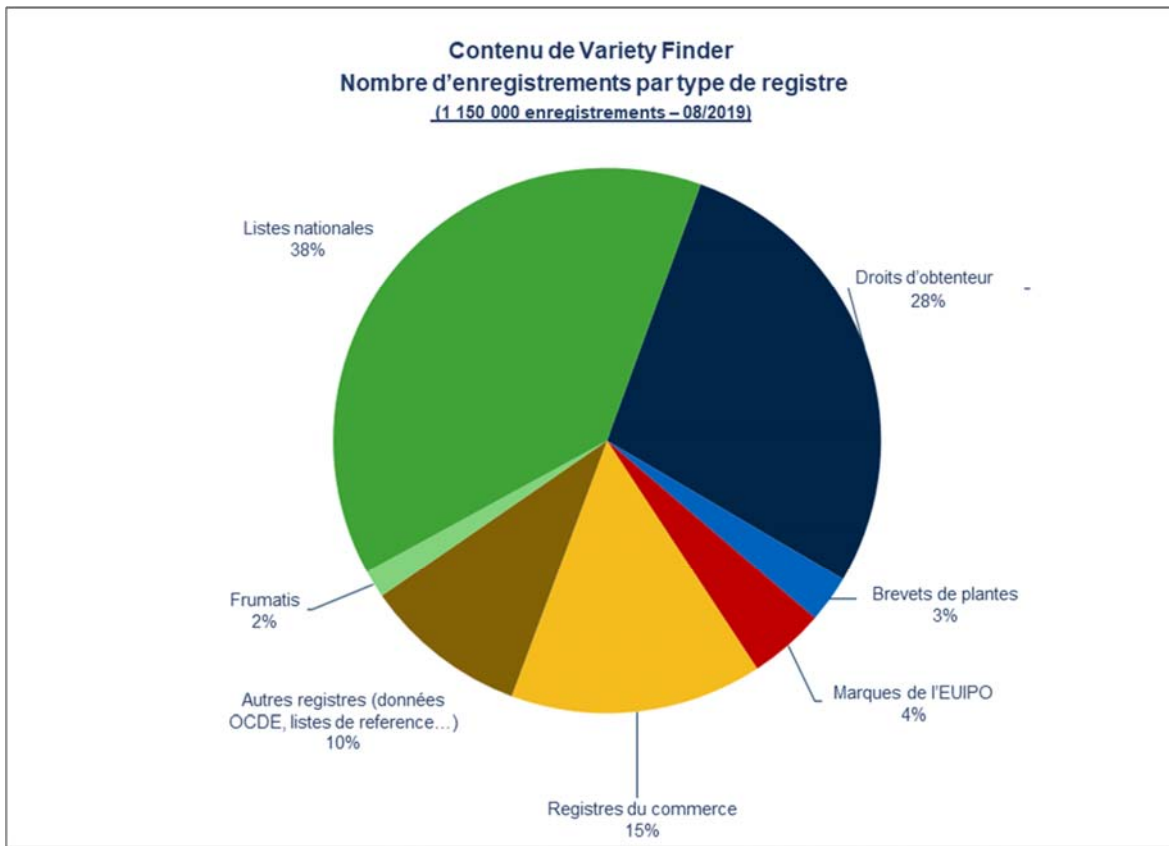
c. Poursuite de la mise au point de la base de données Variety Finder de l'OCVV

Gérée et développée par l'OCVV depuis 2005, la base de données en ligne Variety Finder contient des informations sur les registres de plus de 60 pays et un outil de recherche général. Elle inclut également un outil de recherche de similitude afin de tester l'éligibilité des dénominations variétales.

Le principe général consiste à mettre à jour la base de données dès que les données sont officiellement publiées. Un mémorandum d'accord a été signé avec l'UPOV afin de partager la tâche de la collecte de données provenant des pays de l'UE et de pays non membres de l'UE, et de garantir un échange de données régulier.

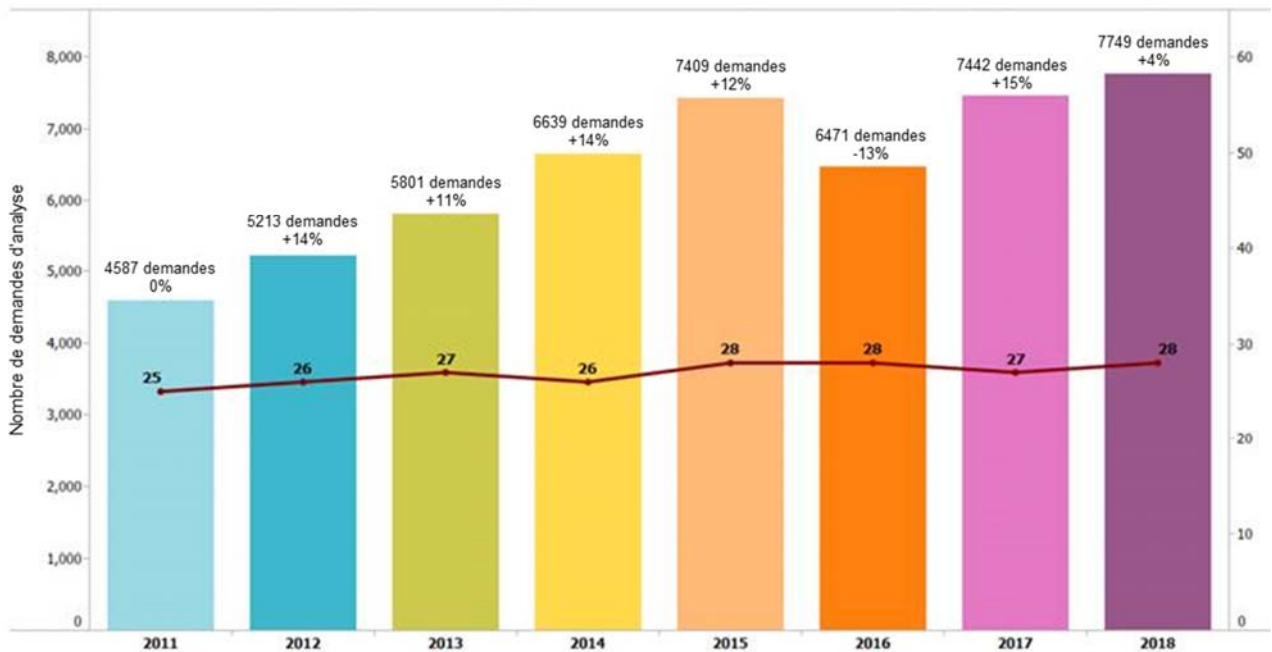
Au total, plus d'un million d'archives provenant des États membres de l'UE et de l'UPOV ont jusqu'à présent été incluses dans Variety Finder.

Le graphique ci-après donne un aperçu du contenu de la base de données, avec le nombre d'enregistrements par type de registre.



d. Coopération avec les États membres de l'Union européenne en matière d'essais de dénomination

Nombre de demandes d'analyse reçues et de services nationaux fournissant des données (2011-2018)



Le niveau record de 2017 a été dépassé en 2018, avec près de 7750 demandes d'analyse reçues. L'utilisation active du service facilite les échanges d'informations entre les États membres de l'UE, l'OCVV et les autres autorités nationales. Cette coopération contribue à améliorer la qualité des informations disponibles dans

Variety Finder et à les rendre plus claires et transparentes, et vise à une interprétation convergente des règles relatives aux dénominations variétales.

4.2 Réunions des experts en plantes

Une réunion d'experts des plantes agricoles a été organisée les 5 et 6 septembre 2018 pour débattre des points suivants :

- révisions de plusieurs protocoles techniques et nouveaux protocoles techniques;
- caractères potentiellement nouveaux dans les examens DHS pour le colza oléagineux;
- normes d'homogénéité du triticale;
- resoumission de semences : principes;
- cycles de végétation ultérieurs dans les essais pluriannuels;
- situation concernant les projets de recherche-développement en cours et futurs liés au secteur de l'agriculture;
- une journée a été consacrée particulièrement au système de participation des obtenteurs dans l'examen du maïs.

Une réunion d'experts des plantes potagères a été organisée les 3 et 4 décembre 2018 pour débattre des points suivants :

- révisions de plusieurs protocoles techniques de culture potagère;
- observation de caractères dans les essais pluriannuels;
- cycles de végétation ultérieurs dans les essais pluriannuels;
- harmonisation et traduction des demandes de matériel végétal;
- situation concernant les projets de R-D en cours et futurs liés aux plantes potagères, y compris ceux sous IMODDUS.

Une réunion d'experts des plantes fruitières a été organisée le 18 septembre 2018 pour débattre entre autres des points suivants :

- difficultés dans l'examen DHS de certains groupes de mutation du pommier;
- statut et utilisation des plantes de réserve dans le secteur fruitier;
- enregistrement des hybrides interspécifiques et complexes dans le contrat;
- organisation de l'examen DHS de la myrtille;
- durée de l'examen dans le secteur fruitier;
- questions phytosanitaires;
- possibilités de stockage de l'ADN extrait des variétés de fruits;
- projets de R-D pour les récoltes fruitières;
- législation de l'UE et mise en œuvre de la Directive 2008/90; partage de données d'expérience entre les experts.

Aucune réunion d'experts en plantes ornementales n'a été organisée durant la période couverte par ce rapport.

4.3 Service d'audit qualité

Dans le cadre du programme d'évaluation de l'OCVV, 11 services d'examen habilités ont fait l'objet d'un audit. Ces services ont été soumis à des visites d'audit triennales régulières ainsi qu'à une évaluation en réponse aux demandes d'extension de la protection et à un exercice de surveillance. Le Conseil d'administration de l'OCVV a accepté les recommandations d'habilitation proposées lors de ses réunions de septembre 2018 et mars 2019.

À ces deux mêmes réunions, 38 experts techniques spécialisés dans l'audit qualité ont été approuvés pour le nouveau cycle triennal d'évaluation 2019-2021. La liste comprenait 20 experts ayant déjà acquis une certaine expérience au sein d'une équipe d'audit qualité, ainsi que 18 nouvelles recrues. Afin de les préparer au nouveau cycle triennal d'évaluation, tous les experts ont dû participer sous forme de petits groupes interactifs à des formations sur mesure sur les audits de qualité, organisées par le service d'audit qualité au siège de l'association française de normalisation (AFNOR), à Paris, du 23 au 25 avril 2019.

Après une analyse en interne par l'OCVV et le service d'audit qualité concernant le coût du programme d'évaluation triennal, le conseil d'administration a approuvé en septembre 2018 la proposition de l'OCVV tendant à supprimer les honoraires d'audit pour les services d'examen.

En juin-juillet 2019, le service d'audit qualité a commencé à préparer ses activités en rapport avec les programmes IPKey en Chine et l'OAPI. À l'automne 2019, le service d'audit qualité dispensera aux services chargés d'examen en Chine des formations sur l'audit qualité in situ et réalisera des simulations d'audit dans certains services d'examen DHS au Cameroun et au Sénégal.

4.4 Améliorations informatiques

Le nouvel outil de demande en ligne de l'OCVV a été lancé en juin 2018, améliorant ainsi les échanges avec les demandeurs. Cet outil est également conçu pour être utilisé par les États membres de l'Union européenne pour recevoir des demandes nationales. Les travaux se concentrent autour d'un projet pilote avec les Pays-Bas et devraient s'achever à la fin de 2019.

Dans le même ordre d'idée, l'OCVV peut recevoir des demandes d'UPOV PRISMA pour toutes les variétés potagères, fruitières ou ornementales, les données étant directement transmises à la base de données interne de l'OCVV sans qu'il faille prendre en considération les informations provenant de documents PDF. Cette possibilité existe également pour certaines variétés agricoles.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

5.1 Coopération interne et formation

OCVV – Office européen des brevets

Le 11 février 2016, la présidence de l'OCVV et l'Office européen des brevets (OEB) ont signé un accord administratif (n° 2016/0009) pour une période de trois ans, visant à améliorer la coopération bilatérale en ce qui concerne l'échange d'informations et de bonnes pratiques dans le domaine des brevets de plantes et des droits d'obtenteur. Cet accord a été renouvelé le 26 octobre 2018.

Activités menées aux fins de la mise en œuvre de l'accord :

- 5-6 juillet 2018 : participation d'un expert de l'OCVV à l'atelier annuel sur les questions liées à l'examen organisé par l'OEB à Munich (Allemagne);
- 5-6 septembre 2018 : participation d'un examinateur de l'OEB à la réunion d'experts en plantes agricoles sur le maïs, organisée par l'OCVV à Milan (Italie);
- 5-6 décembre 2018 : participation d'un examinateur de l'OEB à la réunion annuelle des services d'examen organisée par l'OCVV à Angers (France);
- en 2019, l'OCVV a transféré des questionnaires techniques, des photos et des descriptions variétales, regroupés par numéro de demande.

OCVV – formation

L'OCVV a présenté des exposés dans le cadre des événements ci-après : cours sur la protection des obtentions végétales, Université de Wageningen, 24 juin 2019; Magister Lucentinus, Université d'Alicante, 13-14 novembre 2018; XXe Congrès annuel du réseau EIPIN (European Intellectual Property Institutes Network), Alicante (Espagne). Dans le cadre du Séminaire régional sur la propriété intellectuelle consacré à l'interface entre les droits d'obtenteur et les marques organisé par l'EUIPO en 2019, l'OCVV a formé des examinateurs de marques nationaux de l'Union européenne à La Haye (Pays-Bas) (3 avril 2019), ainsi que des examinateurs de marques et l'équipe juridique du Bureau Benelux des marques (28 mai 2019).

Dans le cadre de sa collaboration avec l'European IPR Helpdesk et l'EUIPO, l'OCVV a animé deux webinaires, le premier sur les procédures judiciaires auprès de l'OCVV et le second sur une introduction à la protection des variétés végétales en Europe.

Autres organisations

L'OCVV a participé à l'assemblée annuelle de l'ESA à Madrid, du 7 au 9 octobre 2018, ainsi qu'à la réunion annuelle de la CIOFORA en Afrique du Sud, en avril 2018. L'OCVV a organisé des réunions bilatérales annuelles formelles avec les organisations ci-après : AIPH, CIOFORA, ESA et Plantum.

5.2 Coopération externe et formation

Stratégie de coopération internationale de l'OCVV

Les objectifs de la stratégie de coopération internationale de 2015 de l'OCVV ont été examinés à la lumière de la politique commerciale de l'UE en matière de droits de propriété intellectuelle afin de soutenir la dimension extérieure des politiques européennes. La stratégie révisée a été adoptée le 4 octobre 2017. Cette nouvelle stratégie aligne les objectifs de l'OCVV sur la communication de la Commission européenne intitulée "Commerce, croissance et propriété intellectuelle – Stratégie pour la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle dans les pays tiers" (pays hors UE) (la "stratégie européenne"). L'OCVV, en collaboration avec les services de la Commission européenne, les États membres de l'Union européenne et d'autres organisations internationales, œuvre au renforcement du système de protection des droits d'obtenteur et de la propriété intellectuelle en dehors de l'Union européenne. Les éléments clés de cette coopération sont l'échange de connaissances et le soutien apporté aux utilisateurs de l'UE en matière d'enregistrement et d'application des droits à l'étranger, en coopération avec les États membres de l'UE.

Forum EAPVP

Le Forum sur la protection des obtentions végétales en Asie orientale (Forum EAPVP) a pour vocation de fournir une assistance aux pays de l'ASEAN en leur expliquant les avantages liés à la mise en place du système de protection des obtentions végétales de l'UPOV et au fait d'adhérer à l'UPOV. Le 1^{er} août 2018, l'OCVV a participé à la onzième réunion du Forum EAPVP aux Philippines, organisée par le Ministère japonais de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (MAFF) et l'Association japonaise d'innovation technique dans le domaine de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (JATAFF). Lors de cette réunion, une proposition du Japon concernant l'examen et la préparation du "programme stratégique des 10 prochaines années" a été adoptée. Le 2 août, l'OCVV a présenté les avantages d'un système régional commun de protection des obtentions végétales à l'occasion du séminaire international sur les avantages de la protection des obtentions végétales dans le cadre du système de l'UPOV qui s'est tenu aux Philippines, organisé par le Bureau de la sélection végétale, Département de l'agriculture des Philippines. Enfin, le 25 avril 2019, l'OCVV a participé à la seconde réunion du Forum sur la protection des obtentions végétales en Asie orientale qui s'est tenue à Beijing (République populaire de Chine), organisée par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales de la République populaire de Chine, au cours de laquelle les pays de l'ASEAN, mais également la Chine, la République de Corée et le Japon, ont présenté différentes stratégies actualisées de mise en œuvre et une proposition concernant des activités spécifiques de coopération à l'échelle nationale en 2019-2020.

OAPI

Au début du mois de juillet 2019, la Commission européenne a signé un contrat avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) à Genève prévoyant des fonds pour une feuille de route visant à promouvoir la propriété intellectuelle pour encourager la création de nouvelles variétés adaptées au marché africain et pour faciliter l'utilisation dans les pays de l'OAPI de variétés supérieures existant ailleurs. Ce projet sera géré par l'OAPI, en partenariat avec l'OCVV, l'UPOV, le GEVES, le GNIS, et Naktuinbouw. Le 9 juillet 2019, une réunion de lancement avec les partenaires du projet a eu lieu à Bruxelles : 11 activités à mener au cours des deux prochaines années et portant sur la formation et le renforcement des capacités ont été approuvées. Cette série d'activités a commencé à la fin du mois d'août par un atelier qui s'est tenu au siège de l'OAPI à Yaoundé, au cours duquel l'OCVV a présenté les procédures administratives en vigueur et l'UPOV a présenté l'infrastructure informatique existante. L'idée est de rationaliser les procédures administratives et d'adapter le système informatique que les obtenteurs étrangers puissent déposer des demandes de droits d'obtenteur l'intermédiaire d'UPOV PRISMA, un système permettant aux obtenteurs de déposer des demandes dans plusieurs pays en même temps.

ARIPO

L'OCVV a participé à la quarante-deuxième réunion du Conseil d'administration de l'ARIPO qui s'est tenue à Windhoek (Namibie). L'OCVV s'est intéressé en particulier aux discussions concernant la ratification du Protocole d'Arusha pour la protection des obtentions végétales, les stratégies proposées pour sa mise en œuvre, l'examen de la liste des plants agricoles et des pratiques historiques en matière de production de

semences fermières, ainsi que l'élaboration des directives concernant l'audit qualité pour les futurs services d'examen. Parallèlement à la réunion du Conseil d'administration, l'UPOV a organisé, en collaboration avec l'ARIPO et l'USPTO, un séminaire sur la protection des obtentions végétales, au cours duquel l'OCVV est intervenu en tant que conférencier pour parler de la mise en œuvre du système régional de protection des obtentions végétales au sein de l'Union européenne et des avantages de ce système.

Inde

L'office a contribué à un atelier dans le cadre d'un projet de coopération bilatérale entre l'Allemagne et l'Inde. Cet atelier portait sur l'application des techniques moléculaires à l'examen DHS, y compris la gestion des collections de référence. Cet atelier s'est déroulé les 21 et 22 novembre 2018 à New Delhi.

Chine

Le 15 septembre 2018, l'OCVV a participé à un séminaire en Chine sur la conception et la conduite d'essais de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS) sur des variétés potagères et ornementales, organisé par le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales (MOARA) et l'Administration nationale des forêts et des pâturages (NFGA, par l'intermédiaire de leur service de protection des obtentions végétales, le Service de développement des sciences et des technologies (DCST)). L'OCVV a présenté le fonctionnement et les avantages du système de protection des droits d'obtenteurs de l'Union européenne. Du 25 novembre au 3 décembre 2018, dans le cadre du projet IPKey en Chine, l'OCVV a présenté un exposé sur le système de protection des droits d'obtenteur de l'Union européenne devant des juges chinois.

L'année 2019 marque le vingtième anniversaire de l'adhésion de la Chine à la Convention UPOV. Les festivités ont eu lieu du 22 au 25 avril 2019. Deux séminaires ont été organisés dans le cadre des activités de collaboration entre l'OCVV, le projet IP Key en Chine, le MOARA et la NFGA :

- Séminaire sur les semences fermières et les variétés essentiellement dérivées : une des recommandations adressées aux autorités chinoises dans le cadre du précédent projet IPKey portait sur l'analyse de la situation en Chine en ce qui concerne les semences fermières et les variétés essentiellement dérivées et la recherche de solutions adaptées.
- Séminaire sur la coopération internationale et la prise en charge des rapports DHS. Le 12 juin 2019 et du 5 au 16 août 2019, dans le cadre du projet IPKey en Chine, l'OCVV a formé des experts chinois à l'examen des demandes de droits d'obtenteur en Allemagne, en France et aux Pays-Bas. L'OCVV a présenté le fonctionnement et les avantages du système de protection des droits d'obtenteur de l'Union européenne. En outre, cinq formations spécialisées ont été dispensées dans des services d'examen, sur l'évaluation des demandes de protection de droits d'obtenteur, les essais DHS et l'évaluation de la qualité.

Autres activités de promotion

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Commentaires
1. Protection des obtentions végétales : séminaires et atelier	23-31 août 2018	Lima, Quito	INDECOPI et SENADI	Les séminaires visaient à sensibiliser les décideurs aux incidences socioéconomiques de la protection des obtentions végétales, à faire mieux connaître les variétés végétales, à faire mieux connaître l'Acte de 1991 de la Convention UPOV, à créer un réseau international d'experts de la propriété intellectuelle dans le domaine de la protection des obtentions végétales dans la région, pour permettre la poursuite des échanges et de la coopération. L'OCVV a présenté le fonctionnement et les avantages du système de protection des droits d'obtenteur dans l'Union européenne.	Représentants du Pérou, de l'Équateur, de l'UPOV et de l'OCVV	Le projet IPKey en Amérique latine est un projet créé et dirigé par la Commission européenne et l'EU IPO, visant à renforcer la coopération entre les pays de l'Union européenne et ceux d'Amérique latine sur certaines questions émergentes dans le domaine de la propriété intellectuelle.

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Commentaires
2. Visite d'étude sur la protection des obtentions végétales	5-6 novembre 2018	Viet Nam	Coorganisée par l'Office de la protection des obtentions végétales, Ministère de l'agriculture et du développement rural du Viet Nam	L'OCVV a donné des conseils sur les meilleures pratiques en matière de protection des obtentions végétales, présenté les avantages des systèmes régionaux de protection des obtentions végétales et examiné les possibilités de développement des droits d'obteneur en Asie du Sud-Est.	Représentants de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines et de la Thaïlande	Le projet IPKey en Asie du Sud-Est vise à étayer les discussions sur les accords de libre-échange et la propriété intellectuelle entre l'Union européenne et ses partenaires commerciaux d'Asie du Sud-Est, en aidant les pays à répondre à certains défis émergents dans le domaine de la propriété intellectuelle qui touchent aussi l'Union européenne.
3. Conférence sur les avantages de la protection internationale des obtentions végétales, organisée dans le cadre du projet IPKey dans les pays d'Asie du Sud-Est	8-9 novembre 2018	Indonésie	UPOV, Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche du Japon et USPTO	L'OCVV a présenté les principales étapes de la mise en œuvre de la Convention UPOV dans l'Union européenne.	Représentants de l'Indonésie, de la Malaisie, de la Thaïlande et du Viet Nam	

5.3 Participation à des foires internationales et à des journées portes ouvertes

En janvier 2019, l'office a participé au salon IPM à Essen, en Allemagne, la plus grande foire du monde des plantes ornementales. Le stand a été partagé avec des collègues de Bundessortenamt, GEVES, Naktuinbouw et NIAB.

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

R-D

6.1 Groupe de travail ad hoc IMODDUS

En 2015, un groupe de travail ad hoc sur les techniques biomoléculaires a été créé et baptisé IMODDUS (Integration of Molecular Data into DUS testing – intégration des données moléculaires dans l'examen DHS). L'objectif du groupe est de travailler sur des projets dans les différents secteurs de récoltes qui permettraient l'application des techniques biomoléculaires dans les examens DHS, lorsque lesdites techniques peuvent contribuer à l'efficacité et à la qualité. Le groupe ne s'est pas réuni en 2019. Plusieurs propositions de projets de R-D ont été examinées par l'IMODDUS et les projets correspondants lancés par la suite : tomate (création d'une base de données commune de l'Union européenne contenant les données d'ADN de la tomate), blé dur (intégration des données moléculaires dans l'examen DHS du blé dur) et pomme (projet de recherche-développement sur l'épigénome de la pomme).

6.2 INVITE

Dans le cadre du programme Horizon 2020 de l'Union européenne, le projet INVITE (l'innovation dans les examens de variétés végétales en Europe pour encourager l'introduction de nouvelles variétés mieux adaptées à des conditions biotiques et abiotiques variables et à des pratiques de gestion des plantes plus durables) a débuté en 2019. Ce projet vise à améliorer l'efficacité des examens des variétés et la disponibilité des informations dont disposent les parties prenantes concernant les performances des variétés dans diverses conditions de production et le stress biotique et abiotique pour 10 plantes (7 plantes "type" : maïs, blé, ray-grass, tournesol, pomme de terre, tomate, pomme et 3 "plantes demandées" : luzerne, soja et colza). Il traite

les questions de l'examen DHS et de l'examen des performances de manière équilibrée et vise à maximiser les synergies entre ceux-ci par l'intermédiaire d'activités connexes fondées sur l'établissement de phénotypes, de génotypes et de modèles et la gestion de bases de données. En mai-juin 2019, l'accord de consortium et l'accord de subvention ont été signés par tous les bénéficiaires du projet. Le montant total alloué s'élève environ à 8 millions d'euros, à dépenser sur une période de 5 ans. L'OCVV ne recevra aucun financement. Outre sa participation aux tâches du projet, l'OCVV est chargé de gérer toutes les questions concernant l'accès aux données historiques et au matériel de référence détenu par les services d'examen. Les scientifiques, les services d'examen et les obtenteurs ont engagé les discussions pour coordonner les demandes et préparer les accords.

6.3 Autres projets de R-D

Melon

Un projet visant à "Établir une base de données contenant des descriptions et des photos de variétés de melon notoirement connues" a été approuvé et sera cofinancé par l'OCVV.

Écarts minimaux entre les variétés de pélargonium

Il s'agit d'un nouveau projet approuvé en octobre 2018. Ce projet est un projet de suivi d'une précédente étude de cas portant sur les écarts minimaux entre les plantes ornementales et fruitières de reproduction asexuée. Le projet initial consistait en une réévaluation de 50 variétés pour lesquelles des droits d'obteneur avaient déjà été octroyés avec un nombre moins élevé de caractères. La CIOPORA s'est dite préoccupée par le fait que les écarts entre les variétés sont de plus en plus petits, au point que dans le commerce, certaines variétés ne peuvent plus être distinguées les unes des autres. La précédente étude de cas qui ne comprenait pas d'observations sur des plantes réelles, mais uniquement une étude théorique, ne donnait pas une image précise de la faisabilité de l'approche adoptée par la CIOPORA pour établir la distinction sur la base d'un nombre moins élevé de caractères. Pour le nouveau projet, la CIOPORA a sélectionné au préalable sept paires de variétés de pélargonium présentant un phénotype similaire, soit au total 14 variétés. Toutes ces variétés sont ou étaient protégées par un droit communautaire. Ces variétés ont été cultivées dans un essai réalisé au Bundessortenamt (BSA) en Allemagne et la distinction doit être réévaluée et examinée sur la base du protocole fictif. Lors d'une réunion, la CIOPORA a envisagé, avec le BSA, les obtenteurs et l'OCVV, la possibilité de réévaluer les caractères utilisés pour établir la distinction entre les variétés. Le résultat de cette étude devrait être connu en octobre 2019.

Test d'étalonnage du fraisier

Le projet a commencé en 2016 et doit être finalisé en 2019. Il vise à harmoniser la mise en œuvre du protocole technique pour le fraisier. Le résultat de ce test sera également utile pour ajouter des descriptions comparables à une base de données commune telle que GEMMA. Un examen des caractéristiques du protocole actuel sera également effectué.

Harmores 3

Ce projet dans le secteur potager vise à harmoniser les tests de résistance et de proposer des protocoles d'essais thérapeutiques harmonisés à inclure dans les protocoles techniques de l'OCVV. Le projet couvre sept maladies potagères. Les résultats seront disponibles en novembre 2019.

[Fin de l'annexe XVI et du document]